

Radio Courtoisie
EDITORIAL
11 OCTOBRE 2016
Souveraineté nationale
-=-=-=-

Je n'oublie pas que je suis souverainiste, que mon combat pour le retour de la souveraineté nationale et l'indépendance de la France est prioritaire.

Je n'oublie pas que lorsqu'une Nation renonce aux attributs millénaires de sa souveraineté, la démocratie est automatiquement perdante. C'est le discours tenu par Monsieur Maurice Schumann : la voix de la France, le combat à mener est donc celui du retour aux attributs millénaires de notre pays.

Je n'oublierai pas ce que m'a dit dernièrement Mme Marie-France Garaud au téléphone : « Le nom du prochain Président de la République n'a aucune importance et n'en aura aucune tant que la France n'aura pas retrouvé ses pouvoirs et donc sa souveraineté »

La campagne pour les Présidentielles devrait servir de tremplin pour mener notre combat. Seulement voilà, les Français voulant être rassurés par des promesses qui n'engagent pourtant que ceux qui les écoutent, le candidat traitera de la sécurité, de l'immigration, du chômage. Discours qui devraient être rodés depuis le temps qu'ils sont tenus.

Bien sûr, nous ne baisserons pas les bras et nous continuerons à combattre cette Europe et son euro que nous avons qualifiés de tous les risques lors d'un colloque à l'Assemblée nationale le 4 février 1998 - Monsieur Maurice Schumann m'avait donné l'ordre d'y participer. On ne dit jamais non à la voix de la France et me voilà donc.

Force est de constater que la souveraineté nationale possède plusieurs ennemis : Le « machin » européen, l'euro, mais aussi cette globalisation contre nature, issue d'une idéologie prônée par les thuriféraires d'une doctrine économique et politique qui veut installer le libéralisme absolu, celui sur lequel règne l'économie de marché. Et puis ce nouveau capitalisme actionnarial qui au nom de la liberté d'entreprendre, veut la disparition des lois sociales afin d'accéder au moindre coût, celui qui génère des petits, mais de nombreux bénéfices répétitifs.

Il y a aussi : l'indifférence, l'égoïsme, quelques fois la lâcheté de certains, plus friands d'une émission de télé-réalité que de s'occuper des affaires de la France, donc de l'avenir de leurs enfants.

Commençons par l'Union européenne et la Zone euro

Jamais depuis la ratification du Traité de Maastricht, nous nous sommes trouvés aussi près d'un éclatement de l'UE.

- « L'Europe en plein doute existentiel », titre un grand journal du soir, pourtant très européiste
- L'Europe saisie par la peur de l'implosion – annonce d'un autre journal

Des européistes convaincus, mais de moins en moins convaincants, se posent des questions dont la première : L'Union européenne est-elle capable de se refonder ?

Notre invité le Professeur Jean-Pierre Vesperini traitera tout à l'heure du tremblement de terre provoqué par le Brexit.

Pour résumer : l'UE traverse de nombreuses crises, trop nombreuses pour générer des énergies politiques nouvelles :

- Crise économique
- Crise financière, dont nous ne pouvons pas encore mesurer l'étendue exacte
- Crise provoquée par les réfugiés
- Le terrorisme
- Le Brexit
- La montée du populisme
- MAIS SURTOUT : L'UE a tendance à se morceler : du jamais vu.

Rupture importante : la réunion à Athènes de 7 États du Sud de l'UE :

- Chypre - Espagne - France – Grèce – Italie – Malte et le Portugal, qui ont dit NON à l'Europe allemande : ils veulent

- desserrer le carcan budgétaire
- donner la priorité à la croissance
- établir une politique migratoire commune
- relancer l'Europe Sociale – le FSE : Forum Social Européen ne semblant pas répondre aux attentes, comme tout le reste.

Autre rupture : En Europe Centrale, LE GROUPE VISEGRAD qui réunit : 4 États membres de l'UE : Hongrie – Pologne – République Tchèque – Slovaquie

Ces 4 États viennent de se réunir à nouveau après leur entrevue de juillet dernier à Varsovie. Ils ont décidé d'imposer leur conception politique de l'Europe, c'est-à-dire :

Une UE réformée en profondeur, afin de donner plus de pouvoirs aux États.

C'est là aussi un NON à la Politique de Madame Merkel

Un NON à sa politique d'austérité

Un NON à sa politique migratoire
Un NON à sa politique anti-russe.

Autre affaire, celle qui oppose l'UE à la Hongrie, qui veut commander des réacteurs nucléaires russes. Tant pis pour ses partenaires qui peuvent et savent faire et qui seraient heureux de bénéficier d'une commande de cet État membre qui reçoit les fonds structurels que nous lui versons.

Cela nous rappelle l'achat par la Pologne, avec l'argent de l'UE, des avions de chasse américains. Plus naïfs que nous, on meurt.

Ces pays, largement bénéficiaires des distributions européennes, qui demandent à rester souverains, voilà ce qui pourrait déclencher le *BIG BANG* européen.

En effet, ces pays sont antilibéraux, c'est à dire opposés au libéralisme imposé par la Commission, ou par ses maîtres. Ils sont aussi opposés à l'État de Droit, donc totalement opposés à tous les dogmes, non seulement des États membres de l'UE, mais aussi des États de l'OCDE.

N'oublions pas, non plus, le référendum du 2 octobre en Hongrie.

Question posée : Voulez-vous que l'UE décrète une relocalisation des « non » Hongrois en Hongrie : peu de votants, il est vrai, mais un résultat inimaginable ailleurs que chez Monsieur Bongo ou Kabyla : plus de 90% des votants qui disent non. C'est énorme et quand même représentatif.

Nous constatons que la Hongrie a défié l'UE par référendum

Réponse du berger à la bergère : un ministre des Affaires étrangères demande à ce que la Hongrie soit éjectée de l'UE – Première fois dans l'histoire de l'Union qu'une telle demande soit émise. C'est le signe que du fond du bâtiment UE montent de sinistres craquements.

La victoire des européistes en Autriche a été limitée, le parti antilibéral lui aussi exerce une poussée importante.

Résumé de tous ces événements : pour la première fois depuis la signature des traités européens, des peuples veulent reconstituer leur ÉTAT-PROVIDENCE, mais aussi leur ÉTAT NATIONAL

Le Néerlandais, n°2 à la Commission de Bruxelles, a fait cette déclaration : « C'est la première fois que je pense que le projet européen pourrait réellement échouer ».

Un Italien, dans le même genre : « l'Union traverse des crises simultanées dont elle pourrait ne pas s'en relever. »

On va attendre, dit un ancien Président du Conseil italien, les élections en

Allemagne et en France car peut-être qu'ensuite on ne retrouvera plus l'Europe.

Il est vrai que même pour un européiste convaincu, aucun des grands problèmes qui frappent les États membres de l'UE n'a été réglé :

- Vieillesse des populations : problème fondamental, rien n'a été fait, sauf par Madame Merkel qui n'a rien trouvé de mieux que de faire entrer près d'un million d'étrangers dans son pays
- Chômage : plus l'UE perdure, plus le chômage s'accroît
- Croissance : une politique d'austérité a été menée, alors que tout politique devrait savoir que cette politique est négative, déflationniste et anti-croissance
- Migration : il est temps de dire la vérité :

La dénatalité : elle a déjà fait son œuvre ; l'âge moyen des populations dans les États membres va augmenter de 10 ans. Avec comme conséquences :

- Le non-renouvellement des populations
- La baisse du nombre d'actifs déjà ressentie dans certains pays
- L'augmentation du nombre de retraités.

Dans le monde, en 1950 nous étions 2,5 milliards, nous serons 9 milliards en 2050. Or l'augmentation de cette population mondiale ne vient pas de chez nous, au contraire - alors, que vont faire ces populations si rien n'est fait : une seule voie : venir chez nous par vagues successives, organisées par des mafieux et acceptées par le monde politique et celui de l'argent.

Pourtant, non seulement nous ne pouvons pas accepter toute la misère du monde, mais le monde a besoin de ces populations partout où elles sont nées.

Il est temps, de prendre conscience des réalités et d'obliger certains États de l'UE, mais pas seulement eux, à mettre en place une véritable politique familiale et un autre financement de la protection sociale, dont celle des retraites.

Il est temps, malgré les cris d'orfraie de certains, de financer le maintien des populations sur place – ainsi l'Afrique, continent le plus riche avec son sous-sol et les ressources de sa terre, qui se trouve dans un état déplorable.

Ne nous voilons pas la face : à part la Grande Bretagne et la France, les autres États membres de l'UE perdent de leur population.

L'Allemagne : 1,38 enfant par femme – dernière du classement mondial ; raison invoquée par les Allemandes : un enfant coûte trop cher.

Russie : 1,6 enfant par femme, dû à l'apport des enfants musulmans.

Espagne : 1,27 - Portugal : 1,3 – Italie : 1,39 - UE : 1,55 ; rappelons que pour régénérer sa population, le pays doit avoir un taux de fécondité de 2,1 enfants par femme.

Pas la peine de faire la guerre, la dénatalité frappe à mort ces pays européens.

L'association de la France avec des pays qui renouvellent pas leur population est une erreur. Prenons conscience qu'il faudra les soutenir et les financer dans quelques années, à cause de leurs politiques égoïstes.

L'immigration est devenue une obligation pour 25 Etats sur 28. Ce problème va déclencher des épisodes tragiques auxquels il vaut mieux ne pas être mêlés.

Se pose un autre problème, idéologique celui-là :

Nous trouvons face à face, des partisans du néo-libéralisme, du tout marché, de la globalisation, de la dérégulation et de l'europhobie béate. En face, ceux du retour à l'État-Providence, à l'Etat national, à l'État-Nation.

Là se trouve le principal – les partisans, souvent anglo-saxons, du tout-marché, du droit de tout faire, de l'interdiction d'interdire, dirigent l'UE. De gauche comme de droite, ils sont en majorité ultra-libéraux.

Pourtant nous en avons maintenant la preuve : cette idéologie a mené l'UE, mais pas seulement, une partie du monde aussi, à sa perte.

Aussi sommes-nous un certain nombre de Français à proposer le retour de l'État-Nation. Ce retour se réalisera, l'UE et la globalisation étant contre-nature. Alors faut-il le préparer afin de ne pas tomber dans une catastrophe économique et sociale. Nous avons besoin d'un Plan, mais du Plan « à la française » celui qui nous a sorti de la destruction et remis la France sur le podium des grandes puissances.

Les néo-libéraux n'admettent pas que sans Plan, aucune cohésion nationale n'est possible, pas plus qu'aucune cohérence économique, politique ou intellectuelle.

Le Plan à la française nous a apporté la visibilité d'un vrai projet. Il nous a projetés dans l'avenir.

Il a tenu ensemble notre territoire : Un et indivisible – Notre Plan, c'est l'antidote au néo-féodalisme régional que veut nous imposer l'Allemagne d'abord, la Commission ensuite. Le Plan à la française est indicatif et incitatif. Il domestique le marché. Loin de lui l'idée de le contraindre ; il doit donner des objectifs quantitatifs et qualitatifs, orienter les investissements dans des secteurs prioritaires à la croissance – Il sert de réducteur d'incertitudes.

Avec un Plan bien établi, tel que nous savons le faire, la France n'a pas à avoir peur de quitter l'UE ou de son éclatement. Nous possédons, de plus,

sur les autres pays, un énorme avantage, la sortie de l'UE pour nous ne sera pas un repli sur l'Hexagone, mais une projection à l'échelle du monde par notre Outremer, la France est la seconde puissance maritime mondiale et présente sur tous les océans.

Le Plan à la française a toujours préparé l'avenir en tenant compte de son passé. Il établit le seul lien solide capable de recréer l'unité, il permet de quitter le chacun pour soi, le « moi, moi, moi », pour un projet collectif nourri du génie national.

Richesse dans l'unité, antithèse de l'unité dans la diversité - le Plan n'est pas qu'un projet économique, c'est surtout un projet humain.

L'UE n'a pu concilier réforme et détricotage de l'État-Providence, pas plus qu'elle n'a voulu empêcher les inégalités de croître.

Nous ne pouvons pas rester dans ce monde européiste tellement égoïste qu'il est en train d'installer l'égoïsme chez chacun comme dogme.

Autre ennemi de l'homme : la GLOBALISATION

Le mondialisme est issu d'une idéologie : le néo-libéralisme qui date des années 80 – Après 30 années d'application de cette idéologie, nous pouvons donc en estimer les résultats.

Une chose doit être prise en considération : la globalisation a fait sortir des gens de la misère : 400 millions de Chinois, ceux qui forment la classe moyenne, des Indiens, même chose. Nous pourrions être heureux, des centaines de millions d'hommes vivent mieux, sauf que : dans d'autres lieux, des hommes se portent moins bien : Afrique, Amérique du Sud, proche et Moyen-Orient, la preuve est qu'ils viennent chez nous – Amérique du Nord et dans tous les pays de l'Europe Occidentale où la misère touche maintenant plus de 10% de nos populations.

La globalisation que nous avons financée, a surtout déplacé la misère du Sud vers le Nord, effaçant ainsi des siècles de luttes qu'avaient menées nos ancêtres afin de sortir du perpétuel abus, en créant plus de liberté, d'égalité et de fraternité. Le mondialisme est donc une horreur.

Modérons notre propos : horreur oui, pas pour tout le monde ; il n'y a qu'à regarder, le montant des dividendes versés. Il a été multiplié dans le monde par 20 en 20 ans : 1 150 milliards de dollars ont été versés en 2015, alors que la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 75 à 65% avant la crise de 2008 et a encore fortement baissé depuis.

Les dividendes versés en France se portent bien : 47 milliards pour 34 versés en Allemagne où pourtant la valeur ajoutée semble supérieure.

Baisse de la masse salariale ; ne cherchons pas ailleurs les raisons de la crise : 10 points de supprimés, cela correspond environ à 8 000 milliards qui

ne sont pas consommés, voilà le problème.

Masse salariale en baisse bien sûr, nos entreprises se sont délocalisées vers les pays en voie de développement en général et vers la Chine en particulier.

Elles ont tout abandonné : moyens de production, savoir-faire, stocks.

Elles ont aussi laissé le monde du travail sur le bord de la route, désertifié nos territoires, empêché l'investissement.

En dehors des problèmes dénoncés ce soir, j'aimerais mettre l'accent sur un autre point :

Un médicament fabriqué chez nous a vu sa production délocalisée en Chine. Or, depuis quelques mois, cette dernière ne nous livre plus ce produit, parce que le marché français est trop petit. Elle fait bénéficier de notre invention devenue sa production, le marché indien plus volumineux que le nôtre et voilà des milliers de malades condamnés à cause de l'appétit démesuré des actionnaires pour qui l'intérêt national n'a plus aucune consistance et la solidarité aucune valeur.

Malgré ce genre de choses, on nous raconte que la situation mondiale s'améliore, que le Brésil et la Russie sortent de récession et que les sociétés voient une croissance de leurs bénéfices d'au moins 10%. D'après certains spécialistes, il y aurait excès de pessimisme. En France, admettons-le, le pessimisme est devenu un sport national, mais ailleurs ?

L'Union européenne et la France seraient-elles les enfants malades du monde ? Que nenni, si nous sommes touchés et nous le sommes, le monde est atteint et vit sur un volcan - d'un côté des masses d'argent à ne plus savoir qu'en faire et de l'autre un manque de liquidités. Voilà de quoi nourrir la campagne électorale – Monsieur le Candidat, pouvez-vous nous expliquer : ils sont peu à en posséder trop et trop à en posséder peu. La redistribution n'est-elle pas le rôle du politique ?

Représentant de la Nation, n'avez-vous pas le devoir de la défendre tout entière ?

Oui mais, cette idéologie néo-libérale a modifié les valeurs. Celle de l'argent dépasse toutes les autres, l'égoïsme suit de très près, ensuite il y a les châteaux de cartes, l'éphémère, le casino, c'est à dire le pari – voilà ce qu'une idéologie menée par une Dame de fer non forgée et un cow-boy de série B ont imposé au monde.

Et c'est la recherche du plus petit prix qui bat des records. Ces gens qui ont tué l'inflation nous ont amené à la déflation dont nul ne sait nous guérir.

Deux chiffres : prix du pétrole divisé par deux – prix de l'électricité passé de 108 à 23 euros. Il y a moins à partager, moins à investir, ce qu'a parfaitement compris l'actionnaire, de moins en moins investisseur, de plus en plus pressant en ce qui concerne la réception du dividende.

Nombre de nos productions amènent désormais les gens à la faillite : lait, viande, céréales, acier, électricité, nucléaire, les mines, etc., etc.

Eh oui, lorsque sur 1 000, l'un en prend 500 pour lui, il ne reste que 500 pour tous les autres et tous les autres, ce sont 7 milliards d'êtres humains. Et si de plus les 1000 ne représentent 2000 d'hier, les autres ne se partagent pas grand-chose.

La machine est en panne, les marchés dominant, les banques sont condamnées – Tous les G : 6 – 8 – 15 - 20 et au-delà s'affolent, se réunissent, palabrent et n'apportent rien, parce que la seule solution est de tout remettre à plat. Ce que les bénéficiaires du régime qu'ils ont établi ne veulent pas et parce qu'ils possèdent toujours les moyens d'imposer leur loi, moyens que les peuples leur ont laissé prendre.

Alors bien sûr certaines autorités réagissent : la Justice américaine qui fait verser de colossales amendes à des sociétés qui ont profité pendant des années, de la libéralisation de tout et de n'importe quoi.

Vous produisez en France, vous installez votre siège social aux Pays Bas, en Irlande ou dans des paradis fiscaux et vous payez rien ou presque comme impôts. Mieux encore, vous dites produire au Luxembourg, vous vous arrangez avec le Premier ministre qui contre une obole vous délivre un certificat en bonne et due forme affirmant que vous êtes à jour de vos impôts. Vous voulez mieux ? Promettez un superbe poste au Président de la Commission, ou installez une Commissaire européenne comme présidente de votre société installée dans un paradis fiscal. Monde de voyous, de profiteurs, qui de plus a le pouvoir de désigner les bons et les mauvais. Je pense que nous sommes arrivés à la fin de ce cycle économique et la question que l'on peut se poser est : quelle sera la forme du prochain ?

Je crains que celui-ci ne soit entamé et qu'il nous entraîne vers l'ubérisation de la société. Pas l'ubérisation espérée par les descendants des gens du Larzac. Ceux qui s'étaient pris pour des gardiens de chèvres très étonnées de sentir sous leurs ventres des mains malhabiles. Non, une ubérisation télécommandée avec la fin du salariat, de l'industrialisation, la mise en place de la dictature des robots dirigés par des anonymes qui une fois encore vont se partager les bénéfices entre quelques-uns et c'est là que se situe l'astuce – la baisse des bénéfices globaux n'a aucune importance si on est de moins en moins nombreux à se les partager,

Un exemple : vous voulez vous rendre aux Caraïbes pour ses plages de sable blanc, ses eaux turquoise et ses danseuses et danseurs emplumés – Paris-Caraïbes AR par Air France 1999 euros – 129 euros avec une société à bas coûts. Comment payer le personnel, les charges sociales et les impôts et

taxes ? Facile : vous prenez des employés philippins, pas de sécu, vous installez votre siège social dans un pays qui vous offre un accueil délirant à peu de frais, très peu d'impôts et le tour est joué.

Ce néo-libéralisme n'est pas fait pour nous, pas plus que le socialisme d'ailleurs. La France avait trouvé le juste équilibre entre le socialisme écrasant et le libéralisme inhumain. Il a fallu que des zozos cassent ce que nos pères avaient construit.

Ce n'était pas la solution – soyons pragmatiques et surtout éloignons-nous des idéologues ; depuis 1947, il s'est passé 69 années, pendant lesquelles nous avons eu 7 Présidents de la République – 5 sont partis sur des déficits publics, deux sur des excédents – alors je privilégie la politique des deux excédentaires, qui de plus ont œuvré pour défendre la souveraineté de la France

Henri Fouquereau